



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 26 juillet 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Conjoncture : le FMI a abaissé ses prévisions de croissance pour la Chine en 2021 à 8,1%, contre +8,4% auparavant

Banque et finance [\(ici\)](#)

Ouverture financière : UBS a annoncé avoir lancé des services de fiducie familiale pour les clients fortunés en Chine

Marché boursier : les actions chinoises se replient suite à une intense répression réglementaire dans plusieurs secteurs (éducation privée, immobilier, économie numérique)

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-US : visite de la secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis à Tianjin

Relation Chine-US : la Chine a mis en place des contre-sanctions sur sept entités américaines

Relations US – Chine : une enquête révèle l'achat de matériel de surveillance chinois par l'armée américaine, en violation des sanctions américaines

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Politique industrielle : trois administrations publient des directives communes pour les coopérations internationales dans l'économie numérique

Economie numérique : les accords d'exclusivité de licences musicales, les fenêtres pop-ups et la reconnaissance faciale s'ajoutent à la liste des pratiques restreintes par les régulateurs chinois

Economie numérique : huit administrations publient des directives pour améliorer les conditions de travail des livreurs de repas

Batteries : les acteurs chinois annoncent des nouveaux projets basés sur des matériaux alternatifs

Propriété intellectuelle : le système de patent linkage chinois est officiellement opérationnel

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : l'envoyé spécial pour le climat, M. XIE Zhenhua, confirme explicitement que la neutralité carbone visée par la Chine comprend l'ensemble des gaz à effet de serre

Climat : malgré l'absence d'investissement chinois dans les centrales à charbon à l'étranger au premier semestre 2021, la Chine confirme sa place de premier financeur international

Energie : sous la pression de la hausse du prix du charbon, les centrales à charbon chinoises en déficit

Climat : un rapport du MEE propose des objectifs jusqu'en 2060 pour la capture de carbone en Chine

Actualités régionales ([ici](#))

Shanghai : briefing du travail de préparatifs pour la 4e Foire de Shanghai CIIE

Shanghai : publication du 14e plan de Shanghai pour soutenir le développement des industries émergentes stratégiques et des industries de pointe

Shenzhen : le revenu disponible par habitant se monte à 37 026 RMB

Hainan : publication de la première liste négative chinoise encadrant le commerce transfrontalier de services

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Réglementation : projet de loi sur « l'anti Doxxing » et conséquences sur les fournisseurs d'accès et réseaux sociaux

Emploi : la réduction du chômage se poursuit, à 5,5% de la population active

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises en hausse de +30% (g.a) au 1er semestre 2021

Economie : campagne « Relaunch Hong Kong » prévue au 4ème trimestre

Macao

Hausse des visites à Macao de 20,2% au 1er semestre

Taiwan ([ici](#))

TSMC : le groupe réfléchit à un possible investissement en Allemagne

Semi-conducteurs : Taïwan devrait redevenir le premier marché des équipements en 2022

Croissance : le CIER et Academia Sinica revoient à la hausse leurs prévisions de croissance

Secteur bancaire : Cathay Financial Holding cible de futures fusions et acquisitions en Asie

Impact de la crise sanitaire : les ventes au détail affichent une baisse record de 13,3%

ENR : lancement officiel de la phase 3 du programme éolien offshore

Chine continentale

Conjoncture

Conjoncture : le FMI a abaissé ses prévisions de croissance pour la Chine en 2021 à 8,1%, contre +8,4% auparavant

Le FMI a publié le 27 juillet le World Economic Outlook (WEO), présentant une mise à jour des perspectives de l'économie mondiale. S'agissant de la Chine, le Fonds a abaissé ses prévisions de croissance pour 2021 à +8,1%, contre +8,4% auparavant (prévision d'avril), et élevé celles pour 2022 à +5,7%, contre +5,6% auparavant. Pour 2021, la baisse a été expliquée par les services du Fonds en raison d'une réduction de l'investissement public et des mesures de soutien budgétaires globales.

En outre, le rapport a souligné les efforts importants en matière de déploiement des campagnes vaccinales, mentionnant qu'à fin juin, près de 75% des trois milliards de doses administrées à l'échelle mondiale l'avaient été au sein des économies avancées et en Chine.

Les prévisions pour la croissance économique mondiale en 2021, s'établissant à +6 %, demeurent inchangées par rapport au WEO d'avril 2021, mais s'accompagnent de révisions qui s'annulent mutuellement, selon le communiqué du FMI. Globalement, les prévisions sont revues à la hausse pour les pays avancés et révisées à la baisse pour les pays émergents (en particulier en Asie) et en développement. Pour 2022, le FMI élève + 4,9 % ses prévisions pour la croissance mondiale, contre +4,4% en avril.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Ouverture financière : UBS a annoncé avoir lancé des services de fiducie familiale pour les clients fortunés en Chine

UBS (China) Ltd., filiale de la banque suisse *UBS AG* en Chine, a annoncé avoir lancé des services de fiducie familiale pour les clients fortunés chinois, ce qui en fait la première banque étrangère à déployer de telles activités sur la Chine continentale. Les fiducies familiales offrent aux clients riches des services de gestion d'actifs et de conception de portefeuille, visant à transmettre le patrimoine de leur famille.

Il existerait une demande croissante de services de fiducie familiale en Chine, d'après Zhang Qiong, président d'UBS (Chine). Selon un rapport sur le patrimoine personnel des ménages chinois publié conjointement par *China Merchants Bank* et le cabinet de conseil *Bain & Co.*, d'ici la fin d'année, les particuliers fortunés du continent, définis comme des personnes disposant de plus de 10M RMB (1,5M USD) d'actifs à investir, devraient atteindre 3M de personnes et détenir au total 96 000 Mds RMB (15 000 Mds USD) de richesse à investir. En outre, dans les villes de Pékin et Shanghai ainsi que les provinces du Guangdong, du Jiangsu, du Zhejiang, du Fujian, du Shandong, du Sichuan et du Hubei, le nombre de particuliers fortunés locaux a désormais dépassé le seuil de 100 000 individus dans chacune de ces provinces.

UBS renforce sa présence en Chine alors que Pékin a accéléré ses plans pour ouvrir davantage les marchés financiers nationaux à des entreprises étrangères. En 2018, la société est devenue la première entreprise étrangère à prendre le contrôle d'une société de valeurs mobilières en Chine après que le pays a supprimé les plafonds de capital susceptible d'être détenu par des sociétés étrangères. UBS a également récemment procédé au redéploiement de plusieurs banquiers de Hong Kong sur le continent, dans le cadre de ses efforts pour développer ses activités sur le marché.

Marché boursier : les actions chinoises se replient suite à une intense répression réglementaire dans plusieurs secteurs (éducation privée, immobilier, économie numérique)

Récemment, les inquiétudes des investisseurs se sont intensifiées sur les marchés domestiques et internationaux, dans un contexte où le gouvernement chinois ciblerait davantage d'industries privées après la répression réglementaire enclenchée dans les secteurs de l'Internet, du tutorat extrascolaire et de l'immobilier, afin notamment de resserrer son emprise sur les Big Tech et de réduire l'écart de richesse. Entre le 26 et le 27 juillet, le marché boursier chinois a perdu environ 6% de capitalisation boursière (CSI300 : -6,8% ; SSE : -4,8% ; SZSE : -6,3% ; ChiNext : -7,0%, STAR50 -1,2%), avec 12,8 Mds RMB de flux de capitaux sortants nets le 26 juillet, soit un niveau record de sorties de capitaux observé sur une seule séance depuis un an. Le yuan et les obligations ont également fait l'objet de pressions baissières. Le rendement des obligations d'Etat à 10 ans a ainsi augmenté de 7 points de base à 2,94% le 27 juillet, la variation à la hausse la plus élevée depuis un an. Le yuan *offshore* a chuté de 0,6% à 6,52 pour un dollar, dépassant le seuil de résistance important de 6,5 CNH pour un dollar pour la première fois depuis avril.

Education privée

Le 23 juillet, le gouvernement chinois a publié de nouvelles réglementations radicales pour restreindre les services de tutorat extrascolaire et forcer une restructuration du secteur :

- Interdiction de créer de nouvelles entreprises de formation pédagogique proposant des services de tutorat extrascolaire ;
- Obligation pour les entreprises existantes de se réenregistrer en tant qu'organisations à but non lucratif, ce qui signifie que les bénéfices ne seront plus distribuables aux actionnaires ;
- Interdiction pour ces institutions de poursuivre leurs introductions en bourse ou accepter des capitaux étrangers ;
- Interdiction pour les sociétés cotées d'émettre des actions ou de lever des fonds sur les marchés de capitaux pour investir dans des établissements de tutorat scolaire, ou d'acquérir leurs actifs en actions ou en espèces ;
- Interdiction pour les entreprises étrangères d'acquérir ou de détenir des participations dans des établissements de tutorat extrascolaire, ou d'utiliser des VIE (entités à intérêt variable) pour le faire ;
- Tous les cours du weekend et pendant les vacances scolaires sont interdits (la restriction de temps pourrait entraîner une réduction d'activité de 70 à 90 % pour l'industrie) ;
- Le tutorat en ligne et l'enseignement du programme scolaire pour les enfants de moins de six ans sont interdits.
- Les agences ne peuvent pas enseigner des programmes étrangers ou recruter des étrangers en dehors de la Chine pour enseigner.

Suite à l'annonce de ces mesures, le 23 juillet, les sociétés chinoises de tutorat éducatif cotées aux Etats-Unis ont toutes vu leurs actions plonger : TAL Education Group (-70%), Gaotu Techedu Inc. (-63%), New Oriental Education & Technology Group Inc. (-54%), 51Talk (-43%), Youdao (-42%), RISE Education (-41%). Le 26 juillet, les actions des sociétés d'éducation cotées sur le continent chinois sont tombées de plus de 10%, alors que celles cotées à Hong Kong se sont effondrées encore davantage (Scholar Education -45%, New Oriental Education -33%, Tianli Education -30%, China Education Group -15%). Jusqu'à présent, 24 entreprises de tutorat éducatif sont cotées en bourse pour une valeur boursière totale de 150 Mds RMB. Selon CITIC Securities, un grand nombre de ces sociétés risquent de disparaître.

La politique du gouvernement chinois visant à réduire la charge scolaire des étudiants existe depuis des années, mais ces derniers mois, les autorités ont intensifié les restrictions sur le secteur du tutorat extrascolaire et accru le contrôle sur les entreprises nationales cotées aux Etats-Unis. La Commission centrale du Parti communiste pour l'approfondissement global de la réforme a publié en mai un avis sur la réduction de la charge des devoirs et de la formation parascolaire pour les élèves du primaire et du secondaire. Le document a été distribué dans tout le pays aux autorités locales le 20 juillet. Les entreprises agréées existantes ont reçu l'ordre de devenir des organisations à but non lucratif. Les plateformes en ligne doivent obtenir l'approbation des régulateurs au lieu de suivre un système basé sur l'enregistrement. Cela découle d'une réaction plus profonde contre l'industrie, car un tutorat excessif tourmente les jeunes, entraîne pour les parents des dépenses excessives et exacerbe les inégalités sociales. De plus, comme l'indique un article publié sur le site du ministère de l'Education, le secteur de la formation extrascolaire a vu sa finalité « sévèrement détournée par le capital », ce qui « a annihilé la nature de l'éducation en tant que bien-être ». Dans plusieurs provinces (Guangdong, Hubei...), les bureaux locaux de l'éducation ont publié des mesures pour intégrer la lutte contre l'éducation privée au système de lutte contre le crime organisé (扫黑除恶).

Internet

Le 27 juillet, les actions de *Tencent* ont chuté le plus (-9%) en une décennie après que la branche musicale de la société a renoncé aux droits exclusifs de diffusion en continu et a été condamnée à des amendes. Sa plate-forme de médias sociaux *WeChat* a cessé de prendre de nouveaux utilisateurs car elle subit une « mise à niveau technique de sécurité » conformément aux lois et réglementations en vigueur. *Meituan*, une société détenue à 17,2% par *Tencent*, a également perdu 18% de sa valorisation le 27 juillet dans le contexte de la publication de nouvelles régulations relatives aux conditions de travail des livreurs. Dans le sillage de ces mesures, le groupe de commerce électronique *Alibaba* a également chuté de 7,7%. L'indice *Nasdaq Golden Dragon China*, une référence des actions technologiques chinoises cotées à *New York*, a chuté de 15% en deux jours – sa pire chute depuis 2008, reflétant un manque de confiance généralisé dans le secteur.

Immobilier

Le 23 juillet, huit entités gouvernementales qui se sont récemment engagées à renforcer les mesures sur tous les aspects de l'immobilier, depuis le développement de projets et la vente de maisons, jusqu'aux services de location et de gestion immobilière, ont déclaré dans une déclaration commune qu'elles intensifieraient les sanctions en cas de faute. La carrière des bureaucrates locaux est en jeu. Les responsables des villes qui manquent de réglementations suffisantes et connaissent des flambées de prix immobilier seront tenus pour responsables, a déclaré le 22 juillet Zhang Qiguang, un responsable du ministère du Logement et du Développement urbain et rural. Ces derniers jours, la Chine a augmenté les taux hypothécaires dans des grandes villes, s'est engagée à accélérer le développement de logements locatifs subventionnés par le gouvernement et a décidé d'intensifier le contrôle sur le financement des développeurs et les crédits immobiliers aux ménages par les banques. Faisant écho aux paroles célèbres de Xi Jinping selon lesquelles « le logement sert à vivre et non à la spéculation », le vice-Premier ministre Han Zheng a ajouté que le secteur ne devrait pas être utilisé comme un outil à court terme pour stimuler l'économie. *China Chengxin International Credit Rating* a ainsi révisé le 26 juillet ses perspectives pour le secteur immobilier du pays de stables à négatives, à l'appui des inquiétudes concernant le resserrement de la politique macro-prudentielle et l'affaiblissement de la confiance des investisseurs. Entre le 26 et 27 juillet, *China Evergrande Group* a chuté de 20%, tandis que la plus grande société immobilière chinoise en termes de chiffre d'affaires, *China Vanke Co.*, a perdu 14% de sa valeur au cours de la même période.

Le 28 juillet, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a alors organisé une vidéoconférence avec des dirigeants de grandes banques d'investissement, afin de stabiliser le marché en indiquant notamment que les politiques d'éducation ne visaient pas à nuire aux entreprises d'autres secteurs. L'agence de presse officielle chinoise Xinhua a également déclaré mercredi dans un article que les récentes politiques ciblant les plateformes Internet et le tutorat extrascolaire visaient à protéger la sécurité des données en ligne et le bien-être social plutôt que de restreindre purement et simplement ces industries. La CSRC adopterait par ailleurs une « attitude ouverte » envers les endroits où les entreprises s'introduisent en bourse, a déclaré Xinhua. L'indice *Nasdaq Golden Dragon* a clôturé ainsi en hausse de 9,3% mercredi lors de son plus grand rallye depuis novembre 2008. Le 29 juillet, la PBoC a rompu avec son récent schéma d'opérations quotidiennes de liquidités (10Mds RMB) pour injecter un important volume de liquidités dans le système financier (30Mds RMB). Le marché boursier chinois a fait l'objet d'un rebond technique, reflété par les hausses de l'indice CSI300 (+1,9%), du SSE (+1,5%), du SZSE (+3,0%), du ChiNext (+5,3%) et du STAR50 (+4,6%).

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations US – Chine : visite de la secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis à Tianjin

La secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis Wendy Sherman s'est entretenue le 26 juillet à Tianjin avec le Vice-ministre des Affaires étrangères Xie Feng (en charge de la relation bilatérale Chine/US), puis avec le ministre des Affaires étrangères Wang Yi.

La communication américaine autour de la visite a mis l'accent sur la rencontre de lundi avec le ministre des affaires étrangères Wang Yi tandis que la Chine, par le biais des médias d'Etat, a affirmé que Mme Sherman avait été reçue par le vice-ministre Xie Feng.

Selon les [communiqués](#) du ministère des Affaires étrangères chinois, Xie Feng aurait signifié à Wendy Sherman que la relation sino-américaine était dans l'impasse car certains Américains présentaient la Chine comme un ennemi imaginaire (le Vice-ministre aurait rappelé que des termes tels que « Pearl Harbor moment » et « Sputnik moment » ont été évoqué par des Américains). Il reviendrait donc aux Etats-Unis de « changer leur mentalité ».

[Selon le Global Times](#), deux listes des « préoccupations » chinoises auraient été remises à la secrétaire d'Etat adjointe parmi lesquelles : la levée inconditionnelle des restrictions de visa pour des membres du Parti communiste chinois (et leurs familles), la fin des entraves au développement des instituts Confucius, l'arrêt de la caractérisation de « missions étrangères » pour les médias chinois, la révocation de l'extradition de Meng Wanzhou (liée à Huawei).

Cette rencontre intervient trois jours après l'annonce par la Chine de la mise en place de sanctions à l'encontre de l'ancien secrétaire au Commerce Wilbur Ross et six individus pour leur « interférence dans les affaires de Hong Kong » (voir ci-dessous).

La dernière rencontre à Anorage entre Wang Yi - Yang Jiechi côté chinois et Antony Blinken - Jake Sullivan côté américain avait été marquée par des allocutions d'ouverture tumultueuses ([voir la brève de la semaine du 15 mars 2021](#)).

Relation Chine-US : la Chine a mis en place des contre-sanctions sur sept entités américaines

Le ministère chinois des Affaires étrangères [a annoncé](#) le 23 juillet la mise en œuvre de contre-sanctions sur sept entités américaines, dont une institution – Hong Kong Democratic Council, et six personnes physiques : Wilbur Ross, ancien secrétaire au Commerce ; Carolyn Bartholomew, présidente de l'USCC (US-China Economic and Security Review Commission) ; Jonathan Stivers, directeur du personnel de la CECC (Congressional-Executive Commission on China) ; DoYun Kim du National Democratic Institute for International Affairs ; Adam Joseph King de International Republican Institute (IRI) ; et Sophie Richardson, directrice pour la Chine de Human Rights Watch.

Ces contre-sanctions sont des mesures de rétorsions contre l'inclusion de [sept hauts fonctionnaires de hongkongais](#) dans la "[Specially Designated Nationals and Blocked Persons List](#)" du département de Trésor, et de la publication du guide "[Hong Kong Business Advisory](#)" le 16 juillet avertissant les entreprises américaines des risques de faire des affaires à Hong Kong à cause de la dégradation de la situation des droits humains.

C'est la première fois que la « loi pour contrer les sanctions étrangères » ([voir les brèves de la semaine du 7 juin](#)) a été citée comme base juridique pour mettre en œuvre des sanctions. La loi prévoit des sanctions telles que le gel des avoirs, le refus ou l'annulation de visas, l'interdiction de transactions sur le territoire chinois et plus largement « toute autre mesure nécessaire ».

Relations US – Chine : une enquête révèle l'achat de matériel de surveillance chinois par l'armée américaine, en violation des sanctions américaines

Une enquête conjointe des journaux en ligne [theintercept](#) et [IPVM](#) a démontré l'achat de matériel de surveillance chinois par l'armée américaine alors que ces équipements sont *de facto* fabriqués par des entreprises chinoises (Dahua et Hikvision) sanctionnées par les Etats-Unis. Ces entreprises sont visées par le *National Defense Authorization Bill* interdisant l'administration américaine de se fournir auprès de celles-ci. Dahua et Hikvision sont également présentes dans la liste des entités du département du Commerce, interdisant aux entreprises américaines d'effectuer avec celles-ci des transactions.

L'enquête montre que les agences américaines ont acquis du matériel visé par les sanctions en ayant recours à un réseau de revendeurs américain ne vérifiant pas l'origine des produits. Plusieurs entreprises américaines (dont AMCREST, Speco et Honeywell) acquièrent en effet du matériel chinois (de Dahua et de Hikvision) en reconditionnant seulement le produit, c'est-à-dire en ne modifiant que l'aspect extérieur et apposant le logo de la marque américaine. Ces produits reconditionnés sont par la suite achetés par des revendeurs qui vont fournir les agences américaines de défense. Il n'existe aucun mécanisme de *compliance*, les ventes ne s'effectuant que « sur l'honneur ».

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Politique industrielle : trois administrations publient des directives communes pour les coopérations internationales dans l'économie numérique

Le 23 juillet, le Ministère du Commerce (MOFCOM), l'Administration chinoise du Cyberespace (CAC) et le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) ont [publié](#) conjointement un texte dressant les principaux axes de coopération internationale à privilégier pour les entreprises chinoises dans le domaine de l'économie numérique. En se référant à la « pensée de Xi Jinping », le texte appelle à promouvoir les investissements à l'étranger, bien que le concept des « Routes de la Soie numériques » (数字丝路) ne soit pas explicitement mentionné.

Le renforcement de l'intégration des entreprises chinoises dans les chaînes de valeur technologiques mondiales est évidemment l'un des axes majeurs de cette stratégie. Le texte promeut ainsi la participation des entreprises chinoises dans la construction des infrastructures numériques (réseaux mobiles, fibre optique, internet satellitaire, centres de données...) à l'étranger, mais aussi le développement de nouveaux axes d'application du numérique (internet industriel, transports, santé...). Conformément à une [stratégie de long terme](#), la Chine souhaite également renforcer son influence dans les organismes internationaux de standardisation, tout en développant des partenariats régionaux (APEC, BRICS) et bilatéraux dans le but d'assurer une reconnaissance mutuelle, mais surtout d'exporter les standards numériques chinois (推动我国数字标准走出去).

Le texte appelle aussi les entreprises chinoises à implanter des centres de R&D à l'étranger et à participer à la mise en place des « zones de coopération économiques et commerciales technologiques » à l'étranger (科技研发型境外经贸合作区), en les intégrant potentiellement à des zones-pilotes transfrontalières de e-commerce existantes. Selon le texte, le développement international doit permettre aux entreprises chinoises de « récolter les facteurs d'innovation mondiaux » (汇聚全球创新要素) en mettant l'accent sur le *big data*, la 5G, la blockchain ou encore l'intelligence artificielle. Le texte appelle ainsi à « faire bon usage » des ressources financières nationales comme étrangères (国内外金融资本作用), malgré les [nouvelles contraintes](#) relatives aux IPO à l'étranger, et à attirer les talents de haut niveau formés à l'étranger (引进国际高端人才), malgré les contraintes actuelles d'accès au territoire chinois.

Dans le même temps, le gouvernement souhaite renforcer les mécanismes de surveillance des coopérations internationales dans le domaine du numérique. Cela passe notamment par le perfectionnement des mécanismes d'inspection préalables aux IPO à l'étranger, mais aussi par la mise en place de mesures de cybersécurité, ainsi que des précautions juridiques strictes pour les entreprises concernées. Le but annoncé est de protéger leurs données, mais aussi leur propriété intellectuelle. Pour mettre en œuvre cette supervision, le gouvernement souhaite mettre en place des plateformes de services de liaisons (联络服务平台) avec les entreprises chinoises investissant à l'étranger, mais aussi les entreprises étrangères en Chine. Ces voies de communication doivent permettre aux administrations concernées de superviser les coopérations internationales pour améliorer son travail de « prévention des risques » (风险预警). En outre, des plateformes de soutien spécifiques sont prévues pour accompagner l'internationalisation des groupes chinois : services juridiques, financiers, études de marchés et conseils sont présentés comme des « services publics » (公共服务). Les associations professionnelles chinoises

(chambres de commerce) à l'étranger sont incitées à contribuer à ces efforts en mettant à disposition de telles ressources.

Economie numérique : les accords d'exclusivité de licences musicales, les fenêtres pop-ups et la reconnaissance faciale s'ajoutent à la liste des pratiques restreintes par les régulateurs chinois

Le 24 juillet, l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) [a ordonné](#) à Tencent de mettre fin sous trente jours à ses accords d'exclusivité de licences musicales, estimant que ces pratiques contribuaient à une concentration excessive du marché, contraire aux dispositions de la loi anti-monopole. Selon le régulateur chinois, Tencent contrôlerait plus de 80% du marché chinois des droits musicaux. Cette mise en demeure s'accompagne d'une amende de 500 000 CNY pour l'acquisition en 2016 de China Music Corporation. Tencent [a promis](#) de se conformer aux injonctions de la SAMR. A noter que le nombre d'investissements réalisés par le groupe de Shenzhen a [fortement diminué](#) au second trimestre (55 transactions, contre 108 en 2020), probablement à cause des incertitudes portant sur le secteur numérique en Chine actuellement. La plateforme WeChat a ainsi [annoncé](#) cette semaine interrompre temporairement l'enregistrement de nouveaux utilisateurs, dans le cadre d'une « revue de conformité ».

Cette semaine, le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) a également [épinglé](#) 14 applications, parmi lesquelles le réseau social QQ (Tencent), pour leur utilisation abusive des fenêtres de « pop-up » intempestives qui seraient une forme de « harcèlement » (骚扰) des utilisateurs.

Par ailleurs, la Cour suprême a [publié](#) le 28 juillet des directives incitant les individus à faire valoir leur droit à refuser l'utilisation de la reconnaissance faciale via le recours aux tribunaux civils. Ces directives donnent pour instruction au système judiciaire chinois de considérer les plaintes des usagers relatifs à l'utilisation abusive de cette technologie. Selon la Cour suprême, l'utilisation de la reconnaissance faciale doit nécessiter un consentement des utilisateurs. Pourtant, cette technologie est déjà largement déployée en Chine dans de nombreux points de vente, mais aussi comme condition d'enregistrement sur des plateformes numériques. La mise en œuvre de ces directives pourrait donc ouvrir la voie à un très grand nombre de plaintes.

Pour rappel, la reprise en main de l'économie numérique en Chine, en cours depuis la fin de l'année 2020, s'articule autour de plusieurs axes, dont les principaux sont:

1. **Renforcement des critères de cybersécurité et restrictions des flux de données vers l'étranger (surtout l'Administration Chinoise du Cyberspace-CAC):** loi sur la sécurité des données, [réglementation](#) sur la gestion des vulnérabilités des produits de sécurité des réseaux, audits de cybersécurité préalables aux IPO à l'étranger...
2. **Lutte contre les positions monopolistiques des géants de l'économie numérique** dans des domaines variés (SAMR): e-commerce, VTC, divertissement... Ce volet concerne également la lutte contre les stratégies d'intégration horizontale des grands groupes du numérique permises par leur mainmise sur les données des utilisateurs: campagne contre Ant Financial, blocage de la fusion Huya-Douyu (streaming de jeux vidéo) ...
3. **Lutte contre les pratiques abusives** (SAMR) telles que l'exclusivité forcée pour les plateformes de e-commerce, les prix individualisés en fonction des données des utilisateurs, les campagnes de réduction basées sur des modèles de subventions etc.

4. **Renforcement de la protection des données personnelles** (CAC, MIIT, Cour suprême): deuxième version publiée en avril de la loi sur la protection des données personnelles, directives du MIIT sur les types de données personnelles à collecter selon les types d'applications, décision de la Cour suprême sur la reconnaissance faciale...
5. **Autres préoccupations** : comme [expliqué](#) par Angela Zhang, la campagne de « développement sain de l'économie numérique » sert également au gouvernement chinois à réaliser d'autres objectifs, souvent plus politiques. Il s'agit notamment de renforcer l'influence des autorités au sein de la gouvernance des grands groupes du numérique, de renforcer les obligations de régulation des contenus des plateformes, de mieux contrôler les entrées en bourse à l'étranger, d'améliorer les conditions de travail des travailleurs de l'économie numérique, ou encore de reprendre en main le secteur de l'éducation privée (*voir par ailleurs*).

Economie numérique : huit administrations publient des directives pour améliorer les conditions de travail des livreurs de repas

Le 26 juillet, plusieurs administrations, parmi lesquelles l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) et l'Administration Chinoise du Cyberspace (CAC) [ont pris position](#) pour « assurer les intérêts légitimes des livreurs de repas » ; des réglementations devront être prises en ce sens au niveau local. Les plateformes sont notamment incitées à s'assurer que leurs employés perçoivent un salaire au moins égal au salaire minimum local et disposent d'une couverture sociale. L'utilisation d'algorithmes « extrêmement sévères » (最严算法) pour évaluer les livreurs et mettre la pression sur les livreurs doit également être abandonnée, de même que les délais de livraisons trop stricts. La réduction de la charge de travail et la sécurité routière sont également mentionnées comme des axes de progrès.

En mars déjà, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) avait publié un [plan de mise en œuvre](#) des nouvelles pratiques de consommation, notamment dans le commerce en ligne. Ce plan prévoyait, entre autres, d'améliorer les conditions de travail en luttant contre les abus. Ces mesures répondent à une forme de pression sociale puisque le 11 janvier 2021, un ancien coursier d'Ele.me (plateforme de livraison de nourriture d'Alibaba) [s'était immolé par le feu](#) pour protester contre ses conditions de travail et le non-versement de son salaire. Des tentatives de mouvement syndical [avaient émergé](#) spontanément ces derniers mois, culminant en des mouvements de grève.

Batteries : les acteurs chinois annoncent des nouveaux projets basés sur des matériaux alternatifs

Le 29 juillet, CATL [a annoncé](#) le lancement d'un projet visant à produire des batteries sodium-ion d'ici 2023. CATL, qui compte parmi ses clients des constructeurs comme Tesla, Volkswagen ou encore Geely, était en 2020 (janvier à novembre) le premier producteur mondial de batteries avec 24,2% des parts de marché, devant le coréen LG (22,6%). En décembre 2020, le groupe [avait annoncé](#) un investissement de 5 Mds USD (4,2 Mds EUR) en Indonésie pour la production de batteries au lithium à proximité d'une mine de nickel, dont 60% de la production ira à l'entreprise chinoise lorsque celle-ci sera achevée en 2024.

Dans le même temps, Svolt Energy Technology, anciennement une filiale de Great Wall Motor a également annoncé la mise en production de batteries sans cobalt (75% nickel ; 25% manganèse) dans son usine de Jintan (Jiangsu), destinées en majorité aux constructeurs chinois. En Europe, le groupe a annoncé un investissement de

2 Mds EUR pour une base de production dans la Sarre (Allemagne) et un accord stratégique pour fournir batteries lithium-ion et systèmes de gestion à Stellantis d'ici 2025.

Les progrès technologiques (cathodes, anodes, électrolytes) pourraient conduire les acteurs chinois à se tourner de plus en plus vers des cellules lithium-fer-phosphate (LFP), au détriment de la composition prédominante jusqu'alors : nickel-manganèse-cobalt (NMC-plus de 80% du marché en Chine en 2019). Cette tendance s'appliquerait en partie à des constructeurs comme Tesla, et ce malgré des capacités plus limitées qu'offrent les batteries LFP en termes d'autonomie. BYD commercialise depuis récemment sa nouvelle batterie [Blade](#), également de composition LFP, qui équipe les modèles haut-de-gamme de la gamme Han, positionnée comme concurrente locale du Model 3 de Tesla.

Selon une source [citée par Yicai](#), la part de batteries LFP (lithium-fer-phosphate) dans l'industrie chinoise pourrait rapidement atteindre 50%, poussée notamment par des pressions sur les coûts de production. En effet, les approvisionnements en nickel et cobalt sont [actuellement en tension](#) à cause d'une croissance de la demande couplée à une production mondiale qui reste limitée malgré les investissements des groupes chinois dans les mines à l'étranger.

Propriété intellectuelle : le système de patent linkage chinois est officiellement opérationnel

Après s'y être engagée en janvier 2020 dans le Deal Phase one signé avec les Etats-Unis, la Chine a mis en place un système de patent linkage. Prévu par le 4^{ème} amendement de la loi sur les brevets entré en vigueur au 1^{er} juin 2021, le système nécessitait pour sa mise en œuvre effective un certain nombre de précisions qui ont été apportées début juillet par les autorités chinoises, via la publication de plusieurs mesures.

Ce système de patent linkage permet d'empêcher la délivrance d'autorisations de mise sur le marché de médicaments génériques avant l'expiration des droits de brevets portant sur les médicaments ou leurs utilisations. En pratique, il permet aux titulaires d'autorisations de mise sur le marché de s'enregistrer sur une [plateforme](#) dédiée et d'indiquer les informations relatives aux brevets concernés. Dès lors qu'un génériqueur souhaite obtenir à son tour une autorisation de mise sur le marché, il a l'obligation de faire une déclaration sur la même plateforme, en indiquant si le médicament pour lequel il souhaite obtenir l'autorisation fait ou non l'objet d'une protection par brevet. Cette déclaration doit ensuite être notifiée au titulaire du brevet potentiellement concerné, qui dispose alors d'un délai de 45 jours pour entamer des procédures administratives (auprès de la CNIPA, l'office chinois de propriété intellectuelle) ou judiciaires (auprès de la Cour de propriété intellectuelle de Pékin). Le lancement de telles procédures permet (dans certains cas) d'obtenir un moratoire de 9 mois pendant lequel la NMPA (National Medical Products Administration) ne délivre pas l'autorisation de mise sur le marché, mais sans pour autant suspendre l'évaluation de la demande, en attendant que le différend soit résolu.

Les prochains mois permettront d'apprécier le fonctionnement concret du système, mais il est déjà possible d'affirmer que les délais étant assez contraignants, les titulaires de brevets auront tout intérêt à être réactifs pour faire valoir leurs droits.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : l'envoyé spécial pour le climat, M. XIE Zhenhua, confirme explicitement que la neutralité carbone visée par la Chine comprend l'ensemble des gaz à effet de serre

Lors du *Global wealth management forum* du 24 juillet 2021, l'envoyé spécial pour le climat M. XIE Zhenhua a confirmé explicitement que la Chine comptait inclure l'ensemble des gaz à effet de serre dans son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2060. Il s'agit de la première fois qu'un officiel chinois lève cette ambiguïté. L'annonce du président XI Jinping devant l'assemblée générale des Nations Unies le 22 septembre 2020 mentionnait en effet simplement un objectif de « neutralité carbone », qui aurait donc pu couvrir uniquement les émissions de CO₂.

Ces derniers mois, la Chine a pris plusieurs engagements concernant les gaz à effet de serre hors CO₂, avec notamment l'annonce d'un plan de contrôle des émissions de méthane (cf. Brèves du 29 mars 2021) et la ratification de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal, qui couvre les émissions de HFC (cf. Brèves de la semaine du 21 juin 2021).

Lors de cette même conférence, XIE Zhenhua a également promis que la Chine allait bientôt publier son plan d'atteinte du pic des émissions et que ce plan, surnommé « 1+N », serait assorti d'objectifs sectoriels : réduction des énergies fossiles dont le charbon, verdissement de l'industrie, efficacité énergétique des bâtiments, transport durable, économie circulaire, innovation technique, finance verte, politiques économiques, marché carbone et solutions fondées sur la nature. L'objectif d'atteinte du pic d'émissions concerne quant à lui uniquement le CO₂.

Climat : malgré l'absence d'investissement chinois dans les centrales à charbon à l'étranger au premier semestre 2021, la Chine confirme sa place de premier financeur international

Selon un rapport de l'*International Institute of Green Finance (IGGF)*, think tank de la *Central university of finance and economics* de Pékin, la Chine n'a financé aucun projet de centrale au charbon au cours du premier semestre 2021 dans le cadre de l'initiative des nouvelles Routes de la soie. Ce constat intervient alors que la Chine annonce régulièrement son intention de « verdir » ses routes de la soie. Cette chute des investissements dans le charbon semble en grande partie liée à la conjoncture sanitaire, les investissements dans les énergies éoliennes et solaires ayant pour leur part chuté de 90 % par rapport au premier semestre 2020. Selon l'IGGF, le financement de projets plus durables devrait cependant s'accélérer durant le second semestre, impulsé par la publication en juillet d'un guide réalisé en concertation entre le MEE et le MofCOM, sous le nom de « *Guidelines for Greening Overseas Investment and Cooperation* », qui appelle à respecter des standards environnementaux plus stricts ou internationaux.

Bien qu'il n'y ait pas de nouveaux investissements chinois pour le premier semestre 2021, la Chine reste cependant le plus grand investisseur dans les centrales à charbon. En effet, selon une analyse de l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA)*, la Chine représenterait plus de 56 % des capacités totales des centrales au charbon en projet à l'étranger contre 13% sur la période 2013 à 2019. Cette augmentation de la part chinoise est la conséquence directe du retrait progressif des autres puissances dans ces projets d'investissement. La Chine se retrouve donc de plus en plus isolée sur la scène internationale, notamment après l'annonce lors du dernier sommet du G7 de l'arrêt du financement du charbon à l'international par ses membres.

Energie : sous la pression de la hausse du prix du charbon, les centrales à charbon chinoises en déficit

Selon une étude conduite par un chercheur de la *Renmin University*, 60,6 % des centrales à charbon font face à des pertes financières nettes, dues principalement à la flambée des prix du charbon cette année. En effet, entre juin 2020 et juin 2021, le prix du charbon a augmenté de 50 %. De plus, le prix de l'eau chaude et du chauffage également issus des centrales à charbon est inadapté au coût réel. Plus généralement sur dix entreprises du secteur, cinq entreprises ont enregistré des pertes importantes, quatre ont vu leurs bénéfices chuter et une seule a enregistré une augmentation de son bénéfice dû à la part importante d'énergie renouvelable dans son portefeuille.

Selon un rapport publié par la *China Electricity Council* (CEC), les capacités installées d'énergies non fossiles (renouvelables et nucléaires) en Chine devraient dépasser celles du charbon à la fin de cette année. Il s'agit cependant simplement de capacités installées et non des chiffres de la production énergétique. Si l'on tient compte de l'intermittence des capacités renouvelables, le charbon reste donc dominant dans la production énergétique chinoise.

Climat : un rapport du MEE propose des objectifs jusqu'en 2060 pour la capture de carbone en Chine

L'*Environmental Planning Institute* du Ministère de l'Ecologie et de l'environnement (MEE) a publié son rapport annuel concernant le *carbon capture, utilisation and storage* (CCUS). Le rapport souligne le fort potentiel des technologies de CCUS dans le cadre des objectifs climatiques chinois. La Chine en est actuellement à l'étape des démonstrateurs industriels. Le rapport se focalise sur deux types de techniques : la bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone (BECCS en anglais) et le captage et stockage direct de dioxyde de carbone dans l'air (DACCS). Le BECCS consiste à extraire la bioénergie de la biomasse tout en capturant et stockant le carbone. Le DACCS est un processus de capture du dioxyde de carbone dans l'air ambiant pour en faire un flux de CO₂ qui pourra ensuite faire l'objet d'une utilisation ou d'un stockage.

Selon les projections du rapport, l'atteinte de la neutralité carbone passe par une capacité de CCUS de 0,6 à 1,4 Mds de tonnes de CO₂/an en 2050 et de 1 à 1,8 Mds de tonnes de CO₂/an en 2060. Il prévoit un coût de revient de 310 à 770 yuans (env. 40 à 100 euros)/tonne de CO₂ en 2030 et de 140 à 410 Yuans (env. 18 à 53 euros)/t en 2060.

Le rapport émet quatre recommandations : clarifier la feuille de route du développement des CCUS pour l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone, améliorer l'appui politique et les spécifications techniques, planifier des constructions et infrastructures CCUS et réaliser de manière ordonné des démonstrateurs industriels et développer des clusters industriels.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : Briefing du travail de préparatifs pour la 4e Foire de Shanghai CIIE

La tenue à Shanghai, du 5 au 10 novembre 2021, de la 4e édition de la Foire internationale des importations de Chine (CIIE) a été confirmée par les organisateurs lors d'une conférence le 26 juillet (« 100 day countdown briefing »). A cette occasion, le forum de Hongqiao comprendra un forum économique principal sur le thème « L'Économie mondiale dans un siècle en changement : coopération économique mondiale à l'ère post-épidémique » et plusieurs sous-forums thématiques, dont les sujets couvriront la gouvernance internationale, le changement climatique et le commerce, la montée en gamme de la consommation, l'économie numérique, les technologies intelligentes, le développement agricole, la propriété intellectuelle et la finance. Selon M. SUN Chenghai, vice-directeur du Bureau de la Foire, les 360 000 m² d'espace d'exposition prévus sont réservés et cette édition devrait voir une plus grande participation des entreprises du Top 500 mondial et de responsables d'entreprises. Suivant un schéma similaire aux dernières éditions, l'exposition 2021 sera composée de 6 espaces thématiques hébergeant les pavillons des entreprises exposantes (i/ commerce de services ; ii/ automobile ; iii/ équipements ; iv/ biens de consommation ; v/ équipements médicaux et produits de santé ; vi/ produits alimentaires et agricoles). Au sein de ces espaces, plusieurs sous-thèmes seront des nouveautés : énergie à faible émission de carbone et technologies de protection de l'environnement, biomédecine, transports intelligents et appareils à domicile intelligents.

Source : [Bureau de la Foire](#)

Shanghai : Publication du 14e plan de Shanghai pour soutenir le développement des industries émergentes stratégiques et des industries de pointe

Le 21 juillet, le gouvernement municipal de Shanghai a publié le 14e plan quinquennal de soutien au développement des industries émergentes stratégiques et des industries de pointe de nouvelle génération. Les industries émergentes stratégiques comprennent les semi-conducteurs, la biomédecine, l'intelligence artificielle, les véhicules à énergie nouvelle, la production haut de gamme, l'aéronautique et l'aérospatiale, les technologies de l'information et de la communication, les nouveaux matériaux et les industries numériques émergentes. Les industries de pointe de nouvelle génération comprennent les puces et dispositifs photoniques, les technologies génétiques et cellulaires, les technologies bio-inspirées du cerveau, la nouvelle économie marine, l'hydrogène, le stockage d'énergie et les industries de la 6G. Avec ce plan, Shanghai vise à devenir un leader mondial dans ces industries. D'ici 2025, la valeur ajoutée des industries émergentes stratégiques devra dépasser 1 000 milliards de RMB et représenter plus de 20 % du PIB de Shanghai. Des politiques seront mises en place pour stimuler l'innovation dans ces domaines.

Source : [Municipalité de Shanghai](#)

Shenzhen : Le revenu disponible par habitant se monte à 37 026 RMB

Le revenu disponible par habitant a progressé de près de 13% au premier semestre 2021 pour s'établir à 37 026 RMB (5 720 USD), d'après les données du Bureau national de statistiques. Il est plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale (17 640 RMB) et se rapproche des niveaux de Shanghai (40 357) et de Pékin (38 138).

Source : http://www.eyeshenzhen.com/content/2021-07/22/content_24414248.htm

Hainan : Publication de la première liste négative chinoise encadrant le commerce transfrontalier de services

Le ministère du Commerce a annoncé lundi 26 juillet la publication d'une liste négative pour le commerce transfrontalier de services dans le cadre du port franc de Hainan. Cette liste est la première du genre publiée en Chine. Elle spécifie les activités de services dont l'accès pour les prestataires étrangers est soumis à restrictions : 11 domaines sont ainsi concernés (vente au détail, logistique, finance, éducation, transport de marchandises), pour un total de 70 mesures d'encadrement. La liste entrera en vigueur le 26 août de cette année. D'après le gouvernement chinois, cette nouvelle liste va bien plus loin que les engagements pris par la Chine en faveur de la libéralisation dans le cadre de son adhésion à l'OMC.

Source : <https://global.chinadaily.com.cn/a/202107/27/WS60ff5dd0a310efa1bd6648ab.html>

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Réglementation : projet de loi sur « l'anti Doxxing » et conséquences sur les fournisseurs d'accès et réseaux sociaux

Le Conseil législatif, LegCo, a commencé à examiner le 21 juillet un projet de loi visant à amender la loi sur la vie privée afin de pénaliser les pratiques de « doxxing ». Un délit sera constitué de diffusion de données personnelles sans consentement et le Commissaire se verrait confier des pouvoirs d'enquête et de mise en œuvre de la loi, incluant l'obtention de données, qui lui permettraient de décider de perquisitions, y compris du matériel électronique, d'arrestation des personnes et de remise de notices de cessation de service.

Les sanctions sont réparties principalement en trois types :

1. Une personne qui a l'intention de causer ou a causé un préjudice spécifié (harcèlement, préjudice psychologique, préjudice physique, etc.) à la personne concernée ou à un membre de sa famille à la suite de la divulgation de données personnelles sans consentement serait passible d'une condamnation à une amende maximale de 128 500 USD et d'un emprisonnement de 5 ans.
2. Une personne qui omet de fournir au Commissaire tout élément pertinent à une enquête, ou dans l'intention de frauder et de faire une fausse déclaration, ou de faire obstruction à un mandat de perquisition, serait passible d'une amende de 1 285 USD à 12 849 USD et d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans.
3. Une personne qui contrevient à un avis de cessation serait passible d'une amende de 6 424 USD et d'un emprisonnement de 2 ans, et d'une amende supplémentaire de 128 USD pour chaque jour pendant lequel l'infraction se poursuit.

[L'Association Asia Internet Coalition](#) qui compte parmi ses membres Apple, Google, LinkedIn, Facebook et Twitter, a écrit le 25 juin au Privacy Commissioner for Personal Data, Ada Chung Lai-ling que les entreprises de la tech pourraient devoir stopper d'offrir leurs services à Hong Kong, estimant que les mesures envisagées n'étaient pas conformes avec les normes et tendances mondiales, la responsabilité pénale de leurs employés étant mise en cause par ce projet de loi.

Emploi : la réduction du chômage se poursuit, à 5,5% de la population active

Le taux de chômage recule de nouveau, pour la 4^{ème} période consécutive, à 5,5% pour avril-juin 2021 en lien avec une hausse de l'emploi (+0,3% en glissement mensuel m/m sa) et une diminution de la population active (-0,4% en glissement mensuel). Le taux de sous-emploi a diminué de 2,8% en mars-mai à 2,5% en avril-juin.

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises en hausse de +30% (g.a) au 1er semestre 2021

Au 1^{er} semestre 2021, les échanges commerciaux hongkongais ont progressé de 13% à 610 Mds USD tirés par le commerce avec la Chine : les exportations ont rebondi de +30% (g.a) à 295 Mds USD : celles vers la Chine continentale augmentent de +33,3% (g.a) à 177,2 Mds USD, celles vers les Etats-Unis de +17,5%, et vers Taïwan de +43,2%. Les importations hongkongaises ont augmenté de +26,8% à 316 Mds USD depuis janvier dont celles en provenance de Chine continentale de +27,4% à 139,8 Mds USD.

Hong Kong enregistre un déficit commercial de 21,3 Mds USD au cours de ce premier semestre. La hausse des exportations et des importations de biens hongkongaises s'est poursuivie au mois de juin (respectivement +33% en g.a. et 31,9%).

Les importations hongkongaises en provenance de France augmentent, selon les douanes locales, de +21,7% à 4,3 Mds USD au 1^{er} semestre. La France demeure le 1^{er} fournisseur européen devant la Suisse et l'Italie avec une part de 1,36% des importations totales de Hong Kong.

Economie : campagne « Relaunch Hong Kong » prévue au 4^{ème} trimestre

Le contrat passé en juin 2020 pour 6 M USD avec l'agence britannique de relations publiques *Consulum FZ LLC* s'est achevé et les autorités locales devraient lancer d'ici la fin de l'année une campagne de promotion «*Relaunch Hong Kong* ». Le cabinet avait été recruté pour travailler sur la perception de Hong Kong à l'étranger et élaborer des propositions de communication en réponse aux critiques internationales. Il ressortirait de l'étude remise au gouvernement que Hong Kong serait perçue comme la seule ville asiatique à offrir à la fois une connexion avec la Chine et les marchés asiatiques, un environnement sûr pour les affaires et un cadre de ville urbain agréable.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Hausse des visites à Macao de 20,2% au 1^{er} semestre

Macao a reçu 3,9 M de visiteurs au 1^{er} semestre, une hausse de 20,2% par rapport à 2020. Les arrivées ont en revanche chuté en juin de 39% à 528 519 personnes (dont 471 935 de Chine) du fait de l'épisode de Covid en Chine du sud.

Hong Kong, dans le même temps a reçu 34 000 visiteurs soit -99% comparé à l'an dernier, dont 24 259 de Chine.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

TSMC : le groupe réfléchit à un possible investissement en Allemagne

[Le Chairman de TSMC, Mark Liu, a indiqué, le 26 juillet, que son groupe réfléchissait à la possibilité d'investir en Allemagne](#) en vérifiant qu'une telle initiative irait bien dans le sens souhaité par ses clients allemands. Cette annonce traduit une évolution de la position de TSMC qui considérait en mai dernier qu'un investissement en Europe ne se justifiait pas économiquement. Le lancement officiel en juillet par la Commission européenne d'une double Alliance dans les semi-conducteurs et les données (cloud) et les déclarations du CEO d'Intel concernant un éventuel investissement en Europe (moyennant un montant de subventions de 8 Mds EUR) l'expliquent en partie. La relation entre le ministre de l'économie allemand et son homologue taïwanais sur les composants électroniques versus l'importation de vaccins Pfizer BioNTech par TSMC a sans doute également compté.

Semi-conducteurs : Taïwan devrait redevenir le premier marché des équipements en 2022

Selon l'association SEMI, [le marché mondial des équipements destinés à l'industrie des semi-conducteurs devrait atteindre 100 Mds USD en 2022](#). Taïwan devrait redevenir le premier importateur après avoir concédé sa première place, en 2021, à Samsung Electronics qui a massivement investi dans des capacités de production de puces. La pandémie de Covid-19 a accéléré la transition numérique de nombreux pays avec le développement du travail à domicile et du téléenseignement mais également le développement de la 5G. La demande d'équipements est soutenue par les marchés en forte croissance : centres de données (GAFAM), électronique de puissance (HPC), composants électroniques pour l'industrie automobile notamment. Elle devrait progresser de 4,93%, en 2022, après avoir atteint 95,3 Mds, en 2021, montant qui traduisait une progression de 34% par rapport à 2020. En 2021, la Corée du Sud, Taïwan et la Chine continentale restent les trois premiers marchés pour ces équipements principalement fabriqués aux Pays Bas (ASML...) et aux USA (KLA, Applied Materials,...) en sachant que le marché de la production des « wafers » devrait en représenter la part principale (81,7 Mds USD). Ainsi, selon SEMI, sur les 29 « Fabs » en construction, en 2021, ou dont la construction sera lancée en 2022, 8 sont localisées en Chine, 8 à Taïwan, 6 aux USA, 3 en Europe / MO, 2 au Japon et 2 en Corée. La demande d'équipements de Taïwan sera notamment tirée par les investissements de TSMC (CAPEX de 30 Mds USD en 2021 et de 100 Mds USD sur les trois prochaines années). TSMC a obtenu l'autorisation de construire une usine 2nm à Hsinchu. Les travaux commenceront en 2022, les équipements devraient être installés en 2023 et la production démarrée en 2024.

Croissance : le CIER et Academia Sinica revoient à la hausse leurs prévisions de croissance

Le « think-tank » [Chung-hua Institution For Economic Research \(CIER\)](#) a revu ses prévisions de croissance pour Taïwan de 4,8% à 5,16% en 2021 en raison de la tendance haussière des exportations qui devrait compenser la baisse de la consommation des ménages, résultant des restrictions sanitaires adoptées suite à la hausse subite de cas de Covid-19 à la mi-mai, et de la reprise économique mondiale. La demande externe adressée à Taïwan reste en effet élevée grâce à la reprise économique en Chine et aux USA, ces deux économies représentant plus de 50% des exportations taïwanaises. Le centre de recherche en économie de [l'Academia Sinica](#) a également revu à la hausse ses prévisions de croissance de 4,24% à 5,05%. Selon lui les exportations devraient progresser de 15,21% et atteindre 523,48 Md USD. L'investissement des entreprises privées progresserait de 8,9% grâce

notamment aux investissements des acteurs de la Tech mais également à ceux du transport maritime qui investiraient dans de nouveaux terminaux. La consommation des ménages progresserait de 2,05% sur 12 mois.

Secteur bancaire : Cathay Financial Holding cible de futures fusions et acquisitions en Asie

Les actionnaires de la Cathay Financial Holding Co ont validé, lors de la dernière assemblée générale à Taipei, la proposition la levée de 50 Mds TWD (1,5 Mds euros) pour financer de futures fusions et acquisitions. [Le Président](#), LEE Chang-ken, a indiqué qu'il souhaitait que le groupe étende ses activités sur les marchés Grande Chine et ASEAN et ce malgré un mauvais investissement réalisé, en 2020, en Indonésie (pertes évaluées à 14 Mds TWD (plus de 400 M euros) via la banque Mayapada [dont Cathay est actionnaire](#)). Cathay United Bank développe ses activités dans 9 pays de l'ASEAN mais la branche assurance de la holding est essentiellement présente au Vietnam.

Impact de la crise sanitaire : les ventes au détail affichent une baisse record de 13,3% en juin

Le mois dernier, [les ventes au détail](#) ont diminué de 13,3% en glissement annuel pour atteindre un peu plus de [266 Mds TWD](#) (près de 8 Mds euros), les consommateurs ayant réduit leurs dépenses en raison de la mise en place de restrictions suite à l'adoption du niveau 3 d'alerte sanitaire. Les ventes dans la restauration et les commerces de boisson ont chuté de près de 40%, et de 54% dans l'habillement. Alors que les grands magasins ont été fortement impactés (-65%), les ventes en ligne et les supermarchés s'en sortent mieux avec une hausse des ventes de 33%. Le taux de chômage a atteint [4,8% en juin](#) (environ 570 000 personnes), [en hausse de 16,5%](#) par rapport à mai. Fin juillet, le ministère du Travail enregistrait près de [45 000 personnes en congés sans solde](#) (près de 3700 entreprises concernées) dont la moitié dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration.

ENR : lancement officiel de la phase 3 du programme éolien offshore

Le Bureau de l'énergie du MOEA vient [d'annoncer les règles](#) qui encadreront [la mise en œuvre de la troisième phase](#) du programme éolien offshore qui prévoit d'ajouter 15 GW de capacité de génération électrique entre 2026 et 2035. Le MOEA a publié [une carte qui précise les « zones sensibles »](#) à éviter comme les voies de navigation, de pêche ou encore les zones protégées. Pour mémoire, le développeur allemand WPD avait dû renoncer à un projet de parc éolien de 350 MW au large de Taoyuan en raison de sa proximité avec l'aéroport international de Taoyuan. Désormais, afin d'éliminer tout litige et d'éviter aux développeurs d'aller et venir entre différents services, les projets devront faire l'objet d'une évaluation interministérielle avant d'entrer dans la phase d'impact environnemental. Cette réunion de lancement a regroupé 400 personnes mais tous les documents étaient en chinois. La liste des équipements dont la production doit être localisée à Taïwan s'est allongée et elle concernerait également le design de certains gros équipements comme les fondations et les éoliennes. Il faut donc s'attendre à de nouvelles discussions tendues entre les développeurs étrangers et les services du MOEA.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr